

Nucléaire iranien : que sait-on ?

Par **Dina Esfandiary**

Dina Esfandiary est expert sur l'Iran et responsable de projet au sein du Programme de non-prolifération et de désarmement de l'Institut international d'études stratégiques (IISS) à Londres.

Texte traduit de l'anglais par Claire Desprésaux.

En dépit de la mobilisation de toutes les formes de recueil du renseignement, la communauté internationale ne dispose pas des informations qui lui permettraient de connaître avec certitude les intentions de l'Iran. Téhéran est certes à la recherche d'une capacité nucléaire. Mais il sait que la décision de fabriquer une bombe, ou plusieurs, pour en arriver à une véritable posture dissuasive, constitue une ligne rouge, dont le franchissement s'avérerait pour lui extrêmement dangereux.

politique étrangère

Lentement mais sûrement, le programme nucléaire iranien se construit sous le regard suspicieux de la communauté internationale, d'autant plus désireuse d'une solution rapide que des découvertes troublantes viennent régulièrement renforcer son inquiétude. Elle reste cependant divisée quant aux intentions supposées de l'Iran : la République islamique est-elle réellement déterminée à fabriquer l'arme nucléaire ? Ou cherche-t-elle simplement à atteindre un potentiel nucléaire, le seuil technologique qui lui permettra d'assembler une bombe, rapidement si nécessaire ?

Nombre de faucons, en particulier en Israël et aux États-Unis, sont convaincus que l'Iran s'est fixé pour but l'acquisition de l'arme nucléaire. Pourtant, les États-Unis estiment que le pays n'a pas encore pris la décision ferme de s'engager dans cette voie. Cette position officielle repose sur les conclusions des services de renseignements américains et sur la supposition que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) détecterait tout détournement de matières nucléaires.

On ne peut néanmoins être certain que les experts, conseillers et décideurs disposent de toutes les informations leur permettant de connaître les



intentions véritables de l'Iran. Les capacités et les seuils technologiques sont des données quantifiables, évaluables de manière relativement aisée¹. Les intentions sont abstraites, bien plus difficiles à déterminer.

De fait, les différents États fondent chacun leur appréciation des intentions de l'Iran et de l'état d'avancement de son programme nucléaire sur des informations loin d'être complètes. Comme le disait Donald Rumsfeld : « Il y a les données connues, les choses qu'on sait savoir. Il existe également des inconnues connues, c'est-à-dire que nous sommes conscients d'ignorer certaines choses. Mais il reste par ailleurs des inconnues, des choses que nous ignorons ne pas savoir². »

Évaluer l'intention et le risque

La question des intentions de l'Iran a fait son retour au-devant de la scène en 2007, lorsqu'a été publié le *National Intelligence Estimate* (NIE) américain. Ce rapport officiel, synthèse des conclusions des agences américaines de renseignements sur le programme nucléaire iranien, a créé la controverse : il prenait le contre-pied du rapport précédent, aux conclusions largement partagées, qui avançait en 2005 que l'Iran fabriquait des armes nucléaires. La version de 2007 affirme ceci :

- « Nous jugeons avec un degré de certitude modéré que Téhéran n'a pas, à la mi-2007, relancé son programme d'armement nucléaire, mais ne savons pas si son intention est de développer des armes nucléaires » ;
- « Nous estimons, toujours avec un degré de certitude modéré à élevé, que l'Iran ne possède pas actuellement d'armes nucléaires³. »

D'après ce rapport, l'Iran a mené des activités nucléaires de nature militaire jusqu'en 2003. La décision de « suspendre son programme d'armement nucléaire suggère que la détermination de la République islamique à fabriquer des armes nucléaires est moindre que nous ne le jugions depuis 2005 ».

Les mises à jour apportées en 2010, encore classifiées, concorderaient avec les conclusions du NIE 2007. Celui-ci n'établissait cependant aucune

1. A. S. Krass, P. Boskma, B. Elzen et W. A. Smit, *Uranium Enrichment and Nuclear Weapon Proliferation*, New York, Taylor & Francis, 1983, p. 13.

2. D. Rumsfeld, secrétaire américain à la Défense, conférence de presse au ministère de la Défense, 12 février 2002, disponible sur : <<http://www.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=2636>>.

3. « Iran: Nuclear Intentions and Capabilities », *National Intelligence Estimate* (NIE), Bureau du directeur du renseignement national américain, novembre 2007, disponible sur : <http://www.dni.gov/press_releases/20071203_release.pdf>.

« distinction entre les activités déclarées et non déclarées de l'Iran⁴ » et envisageait par conséquent le programme iranien de manière globale. Début 2012, les autorités américaines ont précisé leur position quant aux intentions supposées de Téhéran. Dans un entretien accordé à la chaîne américaine CBS en janvier, le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta déclarait : « Essaient-ils de produire une arme nucléaire ? La réponse est "non". Nous savons néanmoins qu'ils tentent d'acquérir un potentiel nucléaire et c'est cela qui nous inquiète. Nous avertissons l'Iran : "Ne fabriquez pas la bombe." Pour nous, c'est la limite à ne pas franchir⁵. »

James Clapper, directeur du renseignement américain, a réitéré cette position quelques semaines plus tard : « Si la décision de poursuivre le développement d'armes nucléaires a été prise – et un certain nombre d'indices nous laissent croire que tel n'est pas le cas –, ce choix résulte d'une analyse coûts-bénéfices. Or nous ne pensons pas qu'[Ali Khamenei, le Guide suprême,] ait déjà pris cette décision⁶. »

Pour L. Panetta comme pour J. Clapper, bien que l'avancée du programme iranien ait été régulière, Téhéran n'a pas encore décidé d'acquérir la bombe. Les services de renseignements israéliens⁷ sont de cet avis, malgré les appels répétés à une action immédiate contre l'Iran.

Un verre à moitié vide ou à moitié plein ?

La publication du NIE 2007 a suscité un tollé dans les milieux politiques américains⁸. Le fait que les intentions de l'Iran soient présentées comme moins évidentes que précédemment a profondément frustré les faucons. Les critiques de la politique américaine étaient, eux, en droit de poser la question brûlante : pourquoi l'administration Bush consacrait-elle tant de temps et d'argent à la menace iranienne si celle-ci ne présentait aucun caractère urgent ?

Des analystes ont contesté l'argument selon lequel l'Iran n'aurait pas encore choisi la voie militaire : le pays aurait-il pris tant de risques et subi

4. D. Albright et P. Brannan, *The New National Intelligence Estimate on Iran: A Step in the Right Direction*, Institute for Science and International Security (ISIS), 22 mars 2012, « ISIS Reports », disponible sur : <<http://tinyurl.com/7ce24u5>>.

5. L. Panetta, secrétaire américain à la Défense, « Face the Nation », CBS, 8 janvier 2012, disponible sur : <http://www.cbsnews.com/8301-3460_162-57354647/face-the-nation-transcript-january-8-2012/>.

6. Audition de J. R. Clapper, directeur du renseignement américain, par la commission du renseignement du Sénat américain, 31 janvier 2012, disponible sur : <<http://www.youtube.com/watch?v=K62uv7Byn2U&feature=youtu.be>>.

7. Voir par exemple D. Blair, « Iran "Has Not Yet Decided" Whether to Build Nuclear Weapon », *The Telegraph*, 25 avril 2012.

8. Voir par exemple J. R. Bolton, « The Flaws in the Iran Report », *The Washington Post*, 6 décembre 2007.



tant de sanctions pour s'en tenir à un résultat incomplet ? Pour Téhéran, la possession d'une arme nucléaire ne garantirait-elle pas un degré de sécurité supérieur ?

Les faucons ont pour leur part souligné les importantes lacunes du renseignement sur le programme iranien, soutenant qu'elles empêchaient de s'assurer des intentions de l'Iran : « Le NIE 2007 ne se différencie du rapport précédent (2005) que par son évaluation psychologique des buts et motivations des mollahs, et non par de nouvelles données objectives. Les auteurs du NIE 2007 admettent volontiers juger avec un degré de certitude uniquement modéré que le programme nucléaire reste suspendu, reconnaissent l'existence d'importantes lacunes dans les informations collectées et expliquent qu'ils ont révisé leur jugement initial. Ces seules informations devraient nous faire réfléchir⁹. »

Fonder l'action internationale sur des faits ou sur des intentions ?

Certains États européens ont aussi remis en cause les conclusions du rapport. Ainsi, le ministre français des Affaires étrangères estime que : « La communauté internationale, depuis 2003, a fondé son action sur des faits, en particulier sur des faits signalés par l'AIEA, et non sur une évaluation des intentions de l'Iran. [...] Nous notons, avec l'AIEA, que le pays poursuit ses efforts en vue de maîtriser la technologie de l'enrichissement. Dans ces circonstances, il apparaît que Téhéran ne respecte pas ses engagements internationaux et notre position reste par conséquent inchangée : nous devons maintenir la pression sur l'Iran¹⁰. »

En 2008, l'Allemagne publie un rapport qui s'appuie sur les approvisionnements réguliers du début des années 2000 pour affirmer que l'Iran n'aurait jamais interrompu ses activités nucléaires militaires¹¹. Les auteurs conviennent néanmoins de l'absence de preuves tangibles quant à une décision iranienne de produire des armes nucléaires. La publication de ce rapport deux jours seulement après l'adoption de la résolution 1747 du Conseil de sécurité a contrarié nombre d'États, qui ont estimé que le consensus sur l'intensification des pressions sur l'Iran s'en trouvait affaibli¹².

9. J. R. Bolton, *op. cit.*

10. Point de presse quotidien sur le NIE américain sur l'Iran, ministère français des Affaires étrangères, 4 décembre 2007.

11. Voir W. J. Broad, M. Mazzetti et D. E. Sanger, « A Nuclear Debate: Is Iran Designing Warheads? », *The New York Times*, 28 septembre 2009.

12. Voir la résolution 1747 du Conseil de sécurité des Nations unies, 24 mars 2007.

Aujourd'hui, les tenants de l'hypothèse d'un Iran en quête du nucléaire militaire font valoir les conclusions largement médiatisées du rapport le plus accablant de l'AIEA sur le programme iranien¹³. Dans ce rapport de novembre 2011, l'Agence présente des preuves suggérant que Téhéran mène des activités de recherche visant au développement de l'arme nucléaire. Suite à sa publication, Yukiya Amano, directeur général de l'AIEA, déclarait : « Les données qui sont connues de nous portent à croire que l'Iran met au point une arme nucléaire [...] »¹⁴.

Les informations présentées avaient été révélées dans leur quasi-intégralité par les médias au cours des six années précédentes. Le fait qu'elles soient publiées ensemble, accompagnées de précisions supplémentaires et sous les auspices de l'AIEA leur conférait toutefois une plus grande crédibilité. Pour les faucons, c'est la masse des informations dans leur ensemble, plus que leur détail, qui permet de démontrer les intentions de l'Iran. Pour eux, les indices concordent et s'accumulent : recherche et développement (R&D) à visée militaire, poursuite de l'enrichissement d'uranium, progrès du programme balistique iranien, secret entourant les activités nucléaires, etc.

La République islamique dispose actuellement d'éléments constitutifs d'un potentiel nucléaire militaire¹⁵. Le pays possède une réserve d'uranium faiblement enrichi (actuellement évaluée à 6 197 kilos d'uranium enrichi¹⁶ à 3,5 %), suffisante pour produire, après nouvel enrichissement, environ cinq armes nucléaires. L'absence de preuves valables indiquant la mise en œuvre d'un programme militaire laisse cependant penser que l'Iran entend, pour l'instant, se limiter à acquérir un potentiel, comme le disent nombre d'agences de renseignements.

13. *Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité en république islamique d'Iran*, Rapport du directeur général de l'AIEA, annexe 1, 8 novembre 2011, disponible sur : <<http://tinyurl.com/d8sm4g6>>.

14. « IAEA to Press Iran Over Nuclear Concerns », *Reuters*, 19 janvier 2012, disponible sur : <<http://www.reuters.com/article/2012/01/19/us-nuclear-iran-iaea-idUSTRE8010M820120119>>.

15. Pour plus d'informations, voir M. Fitzpatrick, « Dissecting the Red Lines on Iran », *IISS Voices*, Blog de l'International Institute for Strategic Studies (IISS), 6 mars 2012, disponible sur <<http://iissvoices-blog.wordpress.com/2012/03/06/dissecting-the-red-lines-on-iran/>>.

16. Chiffres tirés des données recueillies par l'AIEA. Voir *Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP...*, *op. cit.* Voir également D. Albright, A. Stricker et C. Walrond, *ISIS Analysis of IAEA Iran Safeguards Report*, ISIS, 25 mai 2012, « ISIS Reports », p. 3, disponible sur : <<http://tinyurl.com/d2pwjt9>>. L'Iran ne produit pas actuellement assez d'uranium enrichi à 19,75 % à Fordo pour être en mesure de fabriquer une bombe. L'ISIS estime néanmoins que le pays le sera d'ici à la fin de l'année 2012 ou au plus tard en février 2013. Voir D. Albright et C. Walrond, *Iranian Production of 19.75 Percent Enriched Uranium: Beyond Its Realistic Needs*, ISIS, 15 juin 2012, « ISIS Reports », p. 7-8, disponible sur : <<http://tinyurl.com/d5ggtf3>>.



Pour atteindre ce seuil technologique, l'Iran doit rassembler matériaux et savoir-faire qui lui permettraient de produire la bombe dans de très courts délais :

- les matières fissiles : uranium fortement enrichi ou plutonium. Le choix de l'Iran se porterait le plus probablement sur l'uranium, ses capacités de production de plutonium restant limitées tant que le réacteur à eau lourde d'Arak n'entre pas en service ;
- une ogive destinée à accueillir la bombe miniaturisée ;
- un vecteur : le programme balistique iranien a réalisé de grands progrès et l'Iran dispose désormais de missiles pouvant emporter une charge nucléaire¹⁷.

Les services de renseignements ne disposent pas d'une appréciation complète de la situation en Iran. Il ne reste par conséquent qu'une option aux États : se livrer à des calculs de probabilité fondés sur l'intuition, sur les informations disponibles concernant le programme et sur les lacunes supposées du renseignement.

Le renseignement

Réunir des informations pouvant mettre à jour les intentions des pays menant un programme nucléaire ne relève ni du mandat, ni des capacités d'organisations internationales telles que l'AIEA. Les États, en revanche, ont pour ce faire leurs services de renseignements.

Les indicateurs ne sont pas tous aussi clairs et précis que les informations « objectives » (fournies par exemple par les techniques d'imagerie), surtout lorsqu'on cherche à déterminer des intentions. Ils sont au contraire souvent ténus. Les signes suggérant l'acquisition d'une expertise scientifique et technique par le pays ciblé ne pourront ainsi être confirmés qu'au fil du temps. De même, il est ardu, par définition, de repérer les manœuvres dilatoires ou les subterfuges employés par les États potentiellement proliférants. À cela s'ajoute le secret inhérent aux activités nucléaires menées par des pays tels que l'Iran. Tous ces éléments rendent la tâche très complexe. Quels résultats est-il donc raisonnable d'attendre des services de renseignements nationaux ?

Le renseignement d'origine humaine (ROHUM) joue un rôle essentiel dans l'évaluation des intentions. Contrairement aux machines, les

17. Pour plus d'informations sur le programme balistique iranien, voir *Iran's Ballistic Missile Capabilities: A Net Assessment*, IISS, mai 2010, « IISS Strategic Dossier ».



humains saisissent les nuances de l'information récoltée. En Iran, les services de renseignements américain, israélien et britannique coopèrent avec des groupes locaux pour obtenir l'aperçu le plus complet de la situation sur le terrain¹⁸. Parmi ces groupes : les Kurdes, l'organisation des *moudjahidin* du peuple (MEK) et, paraît-il, le groupe Joundallah.

Ce type de renseignement n'est néanmoins pas nécessairement disponible en temps voulu. Pour garantir la fiabilité de l'information, il faut mettre en place des réseaux d'agents qualifiés et d'informateurs. Les sources doivent avoir un accès suffisant aux personnes utiles pour récolter une information exploitable. La fermeture de la société iranienne, les activités de contre-espionnage menées par Téhéran¹⁹, les revirements politiques constants, facteurs de confusion : voilà qui complique grandement le travail des agents. Les échecs passés du renseignement, par exemple concernant l'Irak avant la seconde guerre du Golfe, ont montré en quoi les évaluations élaborées principalement à partir du ROHUM manquaient de fiabilité. Le ROHUM est biaisé par sa nature même et ses analyses et les conclusions qui en sont tirées s'avèrent souvent fortement influencées par les décideurs politiques. « Le désastre irakien a conduit [la CIA] à modifier ses méthodes de travail en profondeur [...]. L'Agence ne se montre plus simplement prudente, mais excessivement défiante au sujet de l'Iran ; elle ne souhaite pas être tenue responsable de la découverte d'informations susceptibles d'entraîner les États-Unis dans un nouveau bain de sang²⁰. »

Les services de renseignements occidentaux emploient également diverses technologies pour surveiller les activités de la République islamique. Les États-Unis s'appuient sur des satellites, mais aussi sur des aéronefs de surveillance pilotés et sur des drones (par exemple, le *RQ-170 Sentinel* capturé par l'Iran²¹ en décembre 2011). Grâce aux progrès de l'imagerie photographique et satellitaire, il est possible d'observer n'importe quel point du globe, donc d'identifier plus aisément d'éventuelles capacités nucléaires. Les informations fournies par les images sont disponibles immédiatement – satellites et aéronefs prennent des photographies et les transmettent directement à des plateformes où elles sont

18. Voir G. Malbrunot, « Comment les États-Unis espionnent l'Iran », *Le Figaro*, 5 décembre 2007, disponible sur : <<http://tinyurl.com/6h5k9ka>> ; M. Perry, « False Flag », *Foreign Policy Magazine*, 13 janvier 2012, disponible sur <http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/01/13/false_flag>.

19. Voir en particulier l'agence de contre-espionnage Oghab-2, créée en 2005 par l'Iran, dont l'unique mission est de protéger le secret nucléaire iranien.

20. J. Risen, « Ghosts of Iraq Haunting CIA in Tackling Iran », *The New York Times*, 31 mars 2012, disponible sur : <<http://www.nytimes.com/2012/04/01/world/middleeast/assessing-iran-but-thinking-about-iraq.html?pagewanted=all>>.

21. Voir F. Gardner, « Why Iran's Capture of US Drone Will Shake CIA », *BBC News*, 8 décembre 2011, disponible sur : <<http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-16095823>>.



analysées sans délai. Les techniques d'imagerie sont particulièrement utiles pour le repérage de sites suspects ; en Iran, elles ont principalement été employées pour surveiller l'évolution d'installations ayant déjà éveillé l'intérêt des services, par exemple des sites nucléaires ou militaires. Si Téhéran n'avait pas rendu officiel son programme nucléaire, le premier défi aurait consisté à identifier les sites à surveiller. Il y a fort à parier que cette gageure resterait d'actualité si l'Iran construisait secrètement de nouvelles installations.

Il ne suffit toutefois pas de disposer d'images : il faut des techniciens hautement qualifiés pour les interpréter. Une image seule ne permet pas de déceler l'évolution d'un site. Les analystes doivent par ailleurs déterminer quels emplacements il est utile de surveiller : les efforts de dissimulation et de désinformation peuvent déformer le renseignement obtenu grâce à l'imagerie. Il suffit par exemple au pays ciblé de construire des sites souterrains, donc impossibles à photographier – ce qu'a fait l'Iran avec le site d'enrichissement de Fordo à Qom. La construction souterraine laisse néanmoins, elle aussi, des traces observables : amas de terre ou routes d'accès aux sites. L'essentiel est de savoir où les chercher. Les indices de l'intention de fabriquer une arme nucléaire peuvent également être camouflés – émissions sur un site, protection renforcée par des clôtures de sécurité, présence ou absence d'eau et de lignes d'alimentation électrique, etc.

Les images ne peuvent pas tout dire

Il reste malaisé d'évaluer précisément les intentions du pays observé, même lorsque l'imagerie satellitaire permet de surveiller efficacement l'évolution des infrastructures. L'Institute for Science and International Security (ISIS) a par exemple publié en mars 2012 des photographies avec des signes évoquant un nettoyage sur le site de Parchin, un complexe militaire proche de Téhéran²². Des essais d'explosifs y auraient été conduits quelques années plus tôt. Si cette hypothèse était avérée, elle pourrait indiquer la volonté de l'Iran de mettre au point une arme nucléaire²³. Téhéran a bien sûr toujours nié les faits et refusé l'accès aux inspecteurs de l'AIEA. Et sans la présence de ces derniers sur les lieux, il est impossible de vérifier les dires de l'Iran...

S'assurer de la fiabilité des informations recueillies grâce au renseignement d'origine électromagnétique (ROEM) est tout aussi complexe. Ce

22. Pour plus d'informations sur le complexe militaire de Parchin, voir S. Peterson, « Iran's Parchin Complex: Why Are Nuclear Inspectors so Focused on It? », *The Christian Science Monitor*, 20 avril 2012, disponible sur : <<http://www.csmonitor.com/World/Middle-East/2012/0420/Iran-s-Parchin-complex-Why-are-nuclear-inspectors-so-focused-on-it>>.

23. Voir *Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP...*, op. cit., paragr. 43-44 et 49-50.

type de renseignement s'appuie sur l'interception et l'analyse de communications et de signaux radio, radar ou émis par tout autre appareil électronique²⁴. Le ROEM permet aux services de renseignements de déduire des modèles de comportement des informations rassemblées par les interceptions, modèles indispensables pour déterminer les intentions de l'État sous surveillance. Les analystes suivent par ailleurs les activités susceptibles de concourir au développement du programme nucléaire iranien, en observant par exemple les mouvements du secteur privé. Le ROEM est considéré comme une source d'informations fiables et objectives.

En revanche, comme les images, le ROEM peut être mal interprété, ou faussé par le contre-espionnage ennemi. Il est ainsi difficile de savoir si une cible émet des informations délibérément erronées. Les États-Unis ont mené jusqu'en 2004 une campagne fructueuse d'« espionnage électronique », grâce à laquelle ils ont obtenu des informations cruciales sur le programme iranien. Mais cette campagne a depuis été compromise, et les services américains ont perdu tout accès au haut commandement iranien²⁵.

Les échecs précédents des services (Irak, Syrie, etc.) suggèrent à la communauté internationale un jugement particulièrement mesuré sur l'Iran. Les méthodes employées en Irak ont montré des failles béantes : « Les indices rassemblés étaient épars, ambigus et souvent trompeurs²⁶. » Hiérarchiser les ressources, distinguer l'information exploitable de la masse est une tâche ardue, voilà ce qu'a rappelé la débâcle irakienne. À la suite de cette débâcle, partiellement imputable à un défaut de renseignement d'origine humaine, les services s'attachent désormais à cultiver un réseau de sources en Iran.

Les États occidentaux veulent disposer d'informations fiables avant de prendre toute mesure radicale à l'encontre de l'Iran. Les services de renseignements doivent, pour s'approcher au plus près de la certitude, envisager l'hypothèse la plus pessimiste : un programme nucléaire militaire tenu entièrement secret. À partir de cette hypothèse, ils pourraient définir les aspects du programme (supposé) à surveiller, en fonction de la probabilité d'y détecter un franchissement du seuil technologique par l'Iran.

24. D. E. Denning, *Information Warfare and Security*, New York, ACM Press, 1999, p. 164.

25. En juin 2004, des sources ont affirmé qu'Ahmed Chalabi, homme politique irakien, aurait informé les autorités iraniennes du déchiffrement par les États-Unis de leur code de communication. Voir par exemple J. Risen et D. Johnston, « The Reach of War: The Offense. Chalabi Reportedly Told Iran That US Had Code », *The New York Times*, 2 juin 2004.

26. R. Jervis, « Reports, Politics, and Intelligence Failures: The Case of Iraq », *Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n° 1, 2006, p. 13.



Que savons-nous au juste ?

Le dernier rapport de l'AIEA propose un aperçu complet de l'état d'avancement du programme nucléaire iranien²⁷. Celui-ci progresse encore et toujours, à mesure que les Iraniens surmontent les obstacles techniques rencontrés avec leurs centrifugeuses de première génération. L'Iran continue d'alimenter son stock d'uranium enrichi à 3,5 % et 19,75 %, y compris dans le site souterrain de Fordo.

Quel pourrait donc être le scénario de rupture ? L'Iran pourrait fabriquer des armes nucléaires sur le site déclaré de Natanz, ou sur des sites clandestins. Il est peu probable que la première option soit retenue : « Il était évident que l'Iran n'utiliserait pas le site de Natanz pour engager un programme nucléaire militaire. Les inspecteurs de l'AIEA, présents sur le site, ne manqueraient pas de relever la production d'uranium de qualité militaire. Dans le cas d'une expulsion des inspecteurs, le monde entier penserait que l'Iran adaptait le site, civil, à la production d'uranium de qualité militaire²⁸. »

La République islamique prendrait un risque immense en franchissant le seuil du nucléaire militaire sur des sites connus, avec pour conséquence probable une intervention d'Israël ou des États-Unis. L'option d'un programme clandestin sur des sites non déclarés serait plus intéressante pour les autorités iraniennes. La communauté internationale pourrait-elle alors le déceler ?

Quels indices alerteraient les services si l'Iran entamait un programme militaire ? L'enrichissement de l'uranium au-delà des actuels 19,75 % serait un signe très préoccupant. Les stocks iraniens dépassent déjà les quantités nécessaires à l'alimentation du réacteur de recherche de Téhéran

**Enrichissement :
entre 19,75 % et 90 % ?** (RRT). L'enrichissement au-delà de 19,75 % n'est utile qu'à très peu d'activités, mais l'Iran est passé maître dans l'invention des justifications. Téhéran a ainsi déclaré en juin avoir « entamé des études préliminaires à la construction d'un sous-marin nucléaire et espérer voir la marine iranienne se doter de [ce type d'appareil] à l'avenir ». Selon des sources israéliennes, l'annonce prépare une déclaration sur la nécessité d'atteindre un taux d'enrichissement supérieur. Pour produire de l'ura-

27. *Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP...*, *op. cit.* Voir également D. Albright, A. Stricker et C. Walrond, *op. cit.*

28. « Background Briefing by Senior Administration Officials on Iranian Nuclear Facility », communiqué de presse, la Maison-Blanche, 25 septembre 2009, disponible sur : <http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Background-Briefing-By-Senior-Administration-Officials-On-Iranian-Nuclear-Facility/>.



nium de qualité militaire, l'Iran devrait adapter ses centrifugeuses à un enrichissement à 90 %, ce que l'AIEA ne manquerait pas de constater. De même, le détournement de matières nucléaires ne passerait pas inaperçu. L'Agence filme les sites et des inspecteurs contrôlent les scellés posés sur les équipements. Elle doit néanmoins obtenir l'accord de l'Iran pour surveiller les sites à distance et en temps réel, ce qui limite sa capacité à détecter certaines activités.

Les transferts de matériaux nécessaires à un programme militaire et l'édification de sites souterrains figurent, de même, parmi les activités suspectes. Les implantations souterraines peuvent être découvertes par l'étude des sites de construction, ou des entrées de tunnels : bien que l'invention d'excuses rationnelles soit devenue sa spécialité, l'Iran justifierait difficilement l'existence d'un nouveau site clandestin.

En novembre 2011, l'AIEA affirme dans son rapport : « Jusqu'à la fin 2003, les activités susmentionnées ont été menées dans le cadre d'un programme structuré. Des indices laissent penser que certaines d'entre elles, relatives à la conception d'engins explosifs nucléaires, ont été poursuivies après 2003 et pourraient pour partie se dérouler encore aujourd'hui²⁹. » La reprise de certaines de ces activités serait révélatrice des intentions de l'Iran, tout comme d'éventuels essais d'explosifs – mais Téhéran mènerait sans doute d'abord des simulations sur ordinateur, bien plus difficiles à repérer.

Il n'est pas simple de calculer nos chances de découvrir un objet dont nous ne savons même pas s'il existe. On peut néanmoins déterminer le degré de vraisemblance du développement actuel d'un nouveau programme clandestin iranien.

La politique internationale de démantèlement des réseaux de prolifération a contraint la République islamique à une autosuffisance toujours plus grande. L'Iran est en outre soumis à une surveillance de plus en plus étroite et à de dures sanctions. Le pays posséderait néanmoins encore des ressources, certes limitées, mais pouvant être affectées à un second programme secret. L'Iran prendrait-il le risque d'affaiblir encore ces ressources et de créer des doublons pour bâtir ce programme ? C'est d'autant moins probable que le premier programme clandestin a été mis au jour en 2009, avec la découverte du site d'enrichissement de Fordo. En l'absence d'informations fiables, les services de renseignements n'écarterent

29. « Background Briefing by Senior Administration Officials on Iranian Nuclear Facility », *op. cit.*, paragr. 45.





pas l'existence d'autres complexes clandestins, mais Téhéran pourrait difficilement financer un nouveau programme secret.

La limitation des ressources entre également en considération quand on examine les conditions d'une dissuasion nucléaire crédible. Comme le souligne Daryl Kimball, de l'Arms Control Association : « Se procurer une quantité de matières fissiles de qualité militaire suffisante pour produire une bombe n'équivaut pas à posséder un arsenal nucléaire³⁰. » Téhéran ne se manifestera pas avant de disposer d'au moins quatre ou cinq bombes, qui lui confèreraient une posture de dissuasion minimale. Et la nécessité de produire plus d'une arme nucléaire allonge le temps nécessaire pour accéder au statut de puissance nucléaire.

« Pour pouvoir bâtir et employer réellement un arsenal, si modeste soit-il, tout État doit d'abord accroître ses réserves de matières fissiles, concevoir une ogive, si possible tester le modèle et enfin procéder à des essais incluant le vecteur et l'ogive. Tout au long du processus, le risque est grand que l'une ou l'autre activité soit découverte³¹. » C'est ce risque que chercheront à éviter les autorités iraniennes. La phase durant laquelle le pays pourrait laisser transparaître des indices trahissant son activité est celle du franchissement du seuil. Démasqué, l'Iran se verrait inévitablement condamné par la communauté internationale, mis à l'isolement et devrait probablement se préparer à subir une intervention militaire – vraisemblablement israélienne. Bien que les États-Unis et Israël n'aient pas clairement défini leurs « lignes rouges » respectives, une conversion manifeste du programme nucléaire civil en un programme militaire serait jugée intolérable. Cette transition vers le nucléaire militaire, qui précède l'acquisition de l'arme, serait le moment idéal pour une intervention israélienne ou américaine. L'objectif *a minima* serait d'infliger des dommages assez importants pour retarder l'issue du programme. La République islamique a donc tout intérêt à garder secret le franchissement du seuil tant qu'elle ne possède pas un nombre suffisant de bombes accompagnées de vecteurs opérationnels.

Si l'Iran juge élevée la probabilité que son programme soit percé à jour, il renoncera sans doute à son ambition de devenir une puissance nucléaire. Les dirigeants iraniens tiennent avant tout à préserver le régime. Pour J. Dobbins et ses collègues de la RAND Corporation, les mollahs « ne chercheront vraisemblablement pas à acquérir l'arme nucléaire [...] si cela

30. J. Ramsey, « Q&A with the ACA's Daryl Kimball about Iran's Nuclear Program », *Lobellog Foreign Policy*, 8 février 2012, disponible sur : <<http://www.lobellog.com/qa-with-the-acas-daryl-kimball-about-irans-nuclear-program/>>.

31. *Ibid.*

risque de mettre en péril le régime », sauf s'ils jugent le risque acceptable ou sont absolument certains du résultat³². Si les États-Unis et leurs alliés parviennent à « convaincre l'Iran que toute activité à visée militaire sera très probablement découverte et que de dures sanctions seront sans aucun doute appliquées avant que la fabrication de l'arme ne soit achevée³³ », Téhéran renoncera. L'Iran devra être absolument convaincu de pouvoir garder son programme secret pour le lancer. Le pays ne souhaite certainement pas renouveler l'expérience cuisante de la découverte du site de Qom³⁴. Les révélations de 2009 sur le site souterrain d'enrichissement d'uranium avaient mobilisé l'opinion en faveur de sanctions plus dures.

L'Iran poursuivra donc probablement ses activités nucléaires en restant autant que possible dans la légalité et franchira lentement, au grand jour, les étapes lui permettant de parvenir au seuil technologique, en justifiant ses décisions à mesure de ses avancées. Le pays a par exemple motivé de manière répétée sa décision d'enrichir de l'uranium à 20 % par la nécessité d'alimenter le réacteur de recherche de Téhéran, qui produit des isotopes radioactifs utilisés dans le traitement des cancers³⁵. C'est ce qu'on désigne couramment par le terme de « tactique du salami³⁶ ».

**Poursuivre
la progression,
prudemment**

Nous sommes loin de connaître les intentions de l'Iran ou l'état d'avancement réel de son programme nucléaire. Malgré les inquiétudes exprimées par l'AIEA dans ses rapports ces dernières années, la position majoritaire consiste à dire que l'Iran « ne possède pas encore l'arme nucléaire et n'est pas encore capable de la produire sans que nous ne comprenions son intention bien à l'avance ».

L'Iran pourrait chercher à acquérir un potentiel nucléaire, mais ne semble pas pour l'heure vouloir assumer les risques liés à la fabrication de l'arme. L'hypothèse est étayée par un faisceau d'indices suggérant que

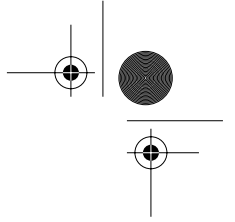
32. J. Dobbins, A. Nader, D. D. Kaye et F. Wehrey, « Coping with a Nuclearising Iran », RAND Corporation, 2011, p. 27, disponible sur : <<http://tinyurl.com/ch648jv>>.

33. P. Jones, « Learning to Live with a Nuclear Iran », *The Nonproliferation Review*, vol. 19, n° 2, 2012, p. 207.

34. Entretien de l'auteur avec un responsable israélien, juin 2012.

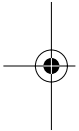
35. Les réserves de combustible argentin destinées au RRT étant épuisées, l'Iran tente de produire ses propres barres de combustible. Pour plus d'informations, voir O. Heinonen, « Iran's First Nuclear Fuel Rod and What It Means », *Julian Borger's Global Security Blog*, hébergé sur *Guardian.co.uk*, 5 janvier 2012, disponible sur : <<http://www.guardian.co.uk/world/julian-borger-global-security-blog/2012/jan/05/iran-nuclear-fuel>>.

36. Entretien de l'auteur avec un responsable israélien, juin 2012.



Téhéran n'a pas entamé le processus de conversion de son programme civil en programme militaire : l'absence apparente de hâte dans la progression dudit programme, la configuration des sites nucléaires iraniens actuellement connue, les informations dont nous disposons (dans la mesure où les États les transmettent) et la certitude de pouvoir détecter toute tentative de franchissement du seuil.

Les autorités iraniennes cherchent probablement à accéder à un potentiel nucléaire et à s'établir au fameux seuil. Elles réduiraient ainsi le délai nécessaire à la production de l'arme, donc le moment de leur plus grande vulnérabilité politique et militaire. Cette stratégie se fonde vraisemblablement sur l'idée que l'Iran pourrait conserver une avance au moins équivalente au temps nécessaire pour acquérir la bombe, ce qui lui permettrait de prévenir un éventuel tournant stratégique en sa défaveur dans la région. Si l'Iran décidait d'assumer les risques liés à l'acquisition de l'arme nucléaire, il disposerait de la sorte d'une capacité de dissuasion en temps utile.



MOTS CLÉS

Iran
Nucléaire militaire
Enrichissement
AIEA



politique étrangère

Politique étrangère est une revue trimestrielle de débats et d'analyses sur les grandes questions internationales. Elle est la plus ancienne revue française dans ce domaine. Son premier numéro est paru en 1936, sous l'égide du Centre d'études de politique étrangère. Depuis 1979, elle est publiée par l'Ifri.

A retourner à La DILA 23 rue d'Estrées CS 10733 75345 Paris cedex 07

Acheter un numéro, s'abonner, c'est simple :

📧 En ligne :
www.ladocumentationfrancaise.fr

✉ Sur papier libre
ou en remplissant
ce bon de commande
à retourner à l'adresse ci-dessus.

Où en est mon abonnement ?

📧 En ligne :
abonnement@ladocumentation
francaise.fr

☎ Tél 01 40 15 68 60

Une information, un renseignement ?

☎ 01 40 15 70 10

Bulletin d'abonnement et bon de commande

Je m'abonne à *Politique étrangère* un an, 4 numéros

	France TTC	DOM-COM et RP* HT	Union Européenne TTC	Autres pays HT
Institutions	115 €	142 €	145 €	149 €
Particuliers	75 €	112,60 €	115 €	115 €
Etudiants**	68 €	68,60 €	70 €	68,60 €

* RP (Régime particulier) : pays de la zone francophone de l'Afrique (hors Maghreb) et de l'Océan Indien
** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

Je commande les numéros suivants de *Politique étrangère* Au prix unitaire de **20 €**

.....
.....
..... pour un montant de €
participation aux frais d'envoi (sauf abonnement) + 4,95 €
Soit un total de €

Voici mes coordonnées

M. M^{me} M^{lle}

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mél :

Ci-joint mon règlement de €

Par chèque bancaire ou postal

à l'ordre de : Comptable du B.A.P.O.I.A. - DF

(B.A.P.O.I.A. : Budget annexe publications officielles et information administrative)

Par mandat administratif (réservé aux administrations)

Par carte bancaire N°

Date d'expiration : N° de contrôle

(indiquez les trois derniers chiffres situés au dos de votre carte bancaire, près de votre signature)

Date

Signature

Informatique et libertés : conformément à la loi du 6.1.1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et les rectifier en écrivant au Département Marketing de la DILA. Ces informations sont nécessaires au traitement de votre commande et peuvent être transmises à des tiers sauf si vous cochez ici

 ifri